

Investigation : pourquoi la presse écrite européenne est-elle en crise ? (1)



Considérée comme l'une des meilleurs journalistes d'investigation en Suisse, responsable du pôle enquêtes de la Tribune de Genève, Sophie Roselli a démissionné et « claqué la porte » suite aux réductions d'effectifs au sein du quotidien suisse. C'est pourtant elle qui a sorti « l'affaire Tariq Ramadan », les liens financiers du président du canton de Genève, Pierre Maudet, avec Abou Dabi (ce qui lui a valu le prix Dumur) et les formations au djihad dispensées par la mosquée de Genève.



Les rotatives d'un grand quotidien : entièrement automatisées, il reste très peu d'ouvriers du livre. Beaucoup ont été licenciés au nom de la rentabilité par les grands groupes de presse.



Lauréate du prestigieux prix Dumur 2018, Sophie Roselli a été la

bête noire de Tarik Ramadan et des islamistes de la mosquée de Genève.



Les Français préfèrent « Bodin's » sur le petit écran à la lecture des journaux

La crise de la presse écrite est profonde, structurelle dans tous les pays européens. Faillites récurrentes du quotidien communiste « La Marseillaise » ou du quotidien « La Provence », journaux régulièrement remis à flot par l'État français, ou suppression de nombreux emplois par le groupe Tamedia au sein du quotidien Suisse « la tribune de Genève », les exemples ne manquent pas. Pourquoi ces difficultés financières structurelles ? Pourquoi ce manque d'audience et l'effondrement des ventes au numéro ?

Côté France, les journaux sont sous perfusion. Chaque année,

le gouvernement verse aux quotidiens et aux hebdomadaire près d'un milliard d'euros de subventions avec nos impôts, en contrepartie de la docilité des mêmes médias. Celui qui achète le quotidien Le Figaro au numéro le paie donc deux fois. Récemment, Emmanuel Macron a augmenté les aides en accordant une enveloppe supplémentaire de 483 millions d'euros (Riposte Laïque, le Canard enchaîné, l'arrière-cour à Lyon sont les rares médias exclus de ces aides gouvernementales, en raison de leur indépendance rédactionnelle. Mediapart, par contre, en bénéficie).

[.https://www.lefigaro.fr/flash-eco/les-editeurs-de-presse-prenent-acte-des-nouvelles-mesures-d-aide-20200828](https://www.lefigaro.fr/flash-eco/les-editeurs-de-presse-prenent-acte-des-nouvelles-mesures-d-aide-20200828)

Liste des titres de presse les plus subventionnés (chiffres 2018 communiqués en 2020 par le ministère de la Culture)

Aujourd'hui en France

Montant de l'aide : 8 323 627

Aide par exemplaire : 0,192

Libération

Montant de l'aide : 5 913 419

Aide par exemplaire : 0,242

Le Figaro

Montant de l'aide : 5 699 521

Aide par exemplaire : 0,058

Le Monde

Montant de l'aide : 5 081 486

Aide par exemplaire : 0,056

La Croix

Montant de l'aide : 4 624 765

Aide par exemplaire : 0,153

Ouest France

Montant de l'aide : 4 476 986

Aide par exemplaire : 0,021

L'Humanité

Montant de l'aide : 4 191 650

Aide par exemplaire : 0,462

L'Opinion

Montant de l'aide : 2 373 616

Aide par exemplaire : NC

Les Dernières nouvelles d'Alsace

Montant de l'aide : 1 752 343

Aide par exemplaire : 0,035

Le Parisien

Montant de l'aide : 1 749 538

Aide par exemplaire : 0,024

Le Dauphiné Libéré

Montant de l'aide : 1 582 174

Aide par exemplaire : 0,021

La dépêche du Midi

Montant de l'aide : 1 539 226

Aide par exemplaire : 0,035

Les Échos

Montant de l'aide : 1 425 178

Aide par exemplaire : 0,043

Le Télégramme

Montant de l'aide : 1 354 251

Aide par exemplaire : 0,020

Presse Océan

Montant de l'aide : 1 311 951

Aide par exemplaire : 0,134

L'Équipe

Montant de l'aide : 1 283 800

Aide par exemplaire : 0,015

Le Progrès

Montant de l'aide : 1 191 453

Aide par exemplaire : 0,018

La République des Pyrénées

Montant de l'aide : 1 144 201

Aide par exemplaire : 0,115

Le Journal du Dimanche

Montant de l'aide : 1 098 623

Aide par exemplaire : 0,119

Le Journal de la Haute-Marne

Montant de l'aide : 1 072 400

Aide par exemplaire : 0,15

Courrier de l'Ouest

Montant de l'aide : 984 602

Aide par exemplaire : 0,033

La presse de la Manche

Montant de l'aide : 918 057

Aide par exemplaire : 0,125

etc., etc., la liste est longue. Nous faisons grâce aux lecteurs de Riposte Laïque des centaines d'autres titres bénéficiant des aides du gouvernement. À cela s'ajoute, depuis 1796, l'instauration de tarifs postaux privilégiés. Ce système a été progressivement mis en place pour tenter de favoriser un certain pluralisme du paysage médiatique, donnant ses chances aux nouveaux titres et un choix réel aux lecteurs.

Selon le site Wikipédia, « Le dispositif général des aides publiques à la presse a donc débuté il y a plus de 200 ans, contribuant à l'[histoire de la presse écrite](#). La plus importante en volume comme en diversité est l'aide postale, qui remonte à la période de la [Révolution française](#). D'autres mesures s'y sont progressivement ajoutées pour encourager la diffusion, la défense du [pluralisme](#), et plus récemment la diversification vers la production multimédia des entreprises de presse. »

Côté chiffres pour la poste, cela représente une dépense presse papier de 1 055,9 M€

La crise de la presse chez notre voisin suisse

Les grands quotidiens helvétiques subissent, eux aussi, une crise structurelle : baisse des ventes, plans sociaux, réduction du nombre de pages, etc.

Au cœur de ce cyclone « La Tribune de Genève », propriété du groupe financier Tamedia. Suite à des plans sociaux visant les différents services, y compris la rédaction, suite au « débarquement » de Pierre Ruetschi, rédacteur en chef du titre, le même jour, la cheffe des informations locales et Sophie Roselli, responsable du pôle enquêtes de la Tribune de Genève, ont démissionné par solidarité pour les salariés licenciés et pour leur rédacteur en chef. Inimaginable et

inconcevable en France, où la solidarité entre journalistes et ouvriers du livre n'existe plus depuis plusieurs décennies. Un choc dans la Suisse francophone.

Considérée comme l'une des meilleurs journalistes d'investigation en Suisse, responsable du pôle enquêtes de la Tribune de Genève, Sophie Roselli a démissionné et « claqué la porte » suite aux réductions d'effectifs au sein du quotidien suisse. C'est pourtant elle qui a sorti « l'affaire Tariq Ramadan » (qui lui avait valu l'attribution du prix Swiss Press Award), les liens financiers du président du canton de Genève, Pierre Maudet, avec Abou Dabi (ce qui lui a valu le prix Dumur) et les formations au djihad dispensées par la mosquée de Genève, avec l'envoi de djihadistes en Syrie et en Irak.

Dans ses enquêtes, « Sophie Roselli a démontré des qualités qui font les grands journalistes d'investigation. Elle a fait preuve de flair, d'une ténacité et agilité sans égal dans la recherche d'informations », relève Pierre Ruetschi, ex-rédacteur en chef de la Tribune de Genève.

<https://pierreruetschi.blog.tdg.ch/archive/2018/11/13/elogie-de-sophie-roselli-laureate-du-prix-dumur-2018-295503.html>

<https://www.rts.ch/info/economie/medias/9980288-le-prix-jean-dumur-2018-decerne-a-la-journaliste-sophie-roselli.html>

« Un encouragement pour le journalisme d'investigation »

« Le prix Dumur a le mérite d'encourager le journalisme d'investigation. Les journalistes sont de plus en plus sollicités pour révéler au grand jour les dysfonctionnements de notre société, alors qu'ils sont de moins en moins nombreux pour le faire et toujours plus critiqués. C'est un paradoxe », note Sophie Roselli, citée dans le communiqué du groupe Tamedia.

Cette jeune journaliste quadragénaire incarne la liberté de l'information devenue de plus en plus inexistante en France. Notre pays, à la différence de la Suisse, abrite beaucoup trop de journalistes aux ordres, serviles, attachés à leurs avantages financiers.

Francis GRUZELLE

Carte de Presse 55411

Prochain volet : les télévisions et radios sous perfusion (2)